



Economie et Commerce

Sortir de la compétition

**Développer des activités utiles aux habitant·e·s,
créatrices d'emplois**

Programme pour les élections municipales du 15 et 22 mars 2020

Notre ligne politique

Les politiques locales de « développement économique » ne font souvent que décliner les principes libéraux : abandon des entreprises en difficulté, recherche « d'innovation » et de « compétitivité » à tout prix, aides et exonérations en tous genres (qui sont financées au bout du compte par le contribuable) pour « attirer les investisseurs », qui quitteront le territoire dès que l'herbe sera devenue plus verte ailleurs.

Ceci conduit bon nombre de collectivités à laisser dépérir des activités utiles mais peu concurrentielles dans une économie mondialisée et à préférer financer des start-ups ou autres multinationales, avec l'espoir de devenir un « territoire attractif » et d'obtenir quelques retombées financières

Osons Poitiers refuse cette logique d'intervention publique, qui prône la compétition territoriale et ne répond pas aux besoins des habitant·e·s.

Nous nous opposerons politiquement et autant que possible à « l'uberisation » de l'économie et du commerce, à l'économie productiviste qui exploite les salarié·e·s et l'environnement, à l'ouverture des grandes surface le dimanche qui pousse à travailler ou consommer sept jours sur sept.

Nous sommes convaincu·e·s que l'économie locale qui mérite des financements et de l'accompagnement publics, c'est celle des services à la personne, du recyclage, de la réparation et de la réutilisation, de la création artisanale, de l'alimentation de qualité en circuits courts... C'est la petite ou moyenne entreprise, qui n'a pas besoin d'être « innovante » pour être utile, à condition de respecter des principes sociaux et environnementaux. C'est le commerce de proximité créateur d'emploi et non les grandes enseignes qui se livrent à une véritable guerre commerciale dans les périphéries des villes. C'est une économie qui pratique l'égalité salariale entre les femmes et les hommes, la non-discrimination d'une manière générale, et crée de l'emploi réellement durable et respectueux des salarié·e·s.

Notre développement économique sera au service du mieux-être de toutes et tous. À l'image de l'économie sociale et solidaire, nous soutiendrons les activités caractérisées par leur utilité sociale, les conditions des salarié·e·s et l'impact environnemental de la production.

Nous mobiliserons tous les leviers à disposition pour promouvoir cette économie locale, à taille humaine et responsable : les subventions, la réglementation (notamment d'urbanisme), la commande publique...

Pour lutter contre le chômage et répondre à des besoins non satisfaits, nous créerons ou renforcerons des activités, soit directement (en régie) soit par l'intermédiaire de coopératives. Nous développerons l'emploi pour tous les niveaux de qualification.

Ce dont nous ne voulons plus

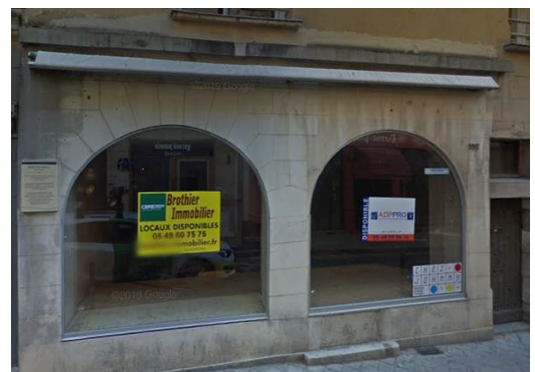
En matière de développement économique, la majorité socialiste de la ville et de la Communauté urbaine applique scrupuleusement les principes de gestion libérale et de concurrence.

Pendant qu'Alain Claeys et son équipe fantasment sur « l'innovation », les « start-ups » et les nouvelles technologies, les usines ferment dans les secteurs traditionnels, des emplois sont supprimés, les administrations publiques, principaux employeurs du territoire se recentrent à Bordeaux et perdent leur capacité de décision. Sans oublier les commerces indépendants et de proximité qui baissent leurs rideaux dans les quartiers et jusque dans l'hyper-centre de la ville.

Le nombre d'emplois a chuté à Poitiers et Grand Poitiers depuis 10 ans plus rapidement qu'au niveau national. Les principales causes sont la crise économique, la politique de métropolisation décidée par François Hollande... et l'inaction de la majorité municipale.

N'ayons pas peur de le dire : notre territoire est confronté à un déclin. La mise en service de la LGV, applaudie par le maire et promise comme une garantie d'« attractivité » n'y changera rien. Plutôt que de jouer la concurrence territoriale, il est aujourd'hui grand temps de nous préoccuper de nos habitant·e·s et de leurs emplois.

Sous la présidence d'Alain Claeys, Grand Poitiers n'a rien trouvé de mieux que de dépenser de l'argent public pour développer une « marque » pour « vendre » le territoire aux investisseurs : « Grand Poitiers Jouons le Futur ». Une démarche et un vocabulaire tout à fait compatibles avec l'esprit « start-up nation » du président Emmanuel Macron, compatible également avec le positionnement de la droite départementale autour du Futuroscope, qui engloutit des fortunes en fonds publics depuis des décennies.



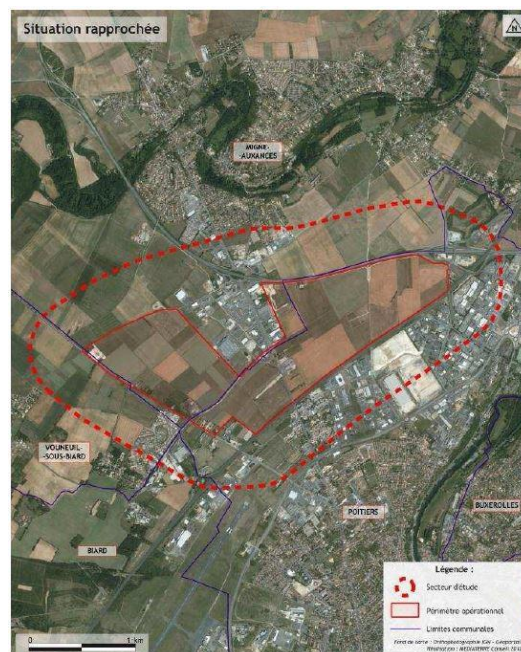
Les fermetures de commerce dans Poitiers se sont multipliées ces dernières années.

Incapable de défendre ses activités de centre-ville ou d'aider des activités socialement utiles à se déployer, l'action de la majorité socialiste se limite à une communication « marketing » tout à fait macroniste.

Nos propositions

1. Soutenir une économie socialement utile, créative et responsable

- Nous développerons **des régies publiques** (énergies renouvelables, conserverie...) en en faisant des exemples en matière d'emploi, de conditions de travail, de dialogue social et de respect de l'environnement.
- Nous mettrons fin au subventionnement par la collectivité d'activités privées sans engagement écologique et social du bénéficiaire. **Nous conditionnerons les subventions aux activités économiques à des critères d'utilité sociale, aux conditions environnementales et sociales de la production, à des critères d'égalité entre salarié·e·s, notamment entre hommes et femmes.** Nous analyserons prioritairement les conditions de travail, l'effet sur l'emploi, l'absence de dividendes, la non-présence dans les paradis fiscaux, la démocratie dans l'entreprise. Pour aller au-delà de positions de principe, nous vérifierons systématiquement le respect de ces critères en nous appuyant sur les syndicats, sur l'inspection du travail...
- Nous insérerons dans **tous les marchés publics** (de fourniture, de prestations intellectuelles et de travaux) des critères sociaux, environnementaux et d'égalité entre salarié·e·s. Nous renoncerons aux groupements d'achats lorsque ceux-ci favorisent les grandes entreprises.
- Nous lancerons un **grand recensement des emplois locaux non pourvus et créerons une coopérative d'insertion de chômeurs et chômeuses pour répondre à ces besoins.**
- **Nous stopperons le projet de Zone d'Activité République IV**, qui vise l'imperméabilisation de 150 hectares, au détriment des activités agricoles et espaces naturels. Ce projet nous semble totalement injustifié et relève d'une vision passéiste de l'aménagement du territoire, toujours plus consommateur d'espaces.
- **Nous soutiendrons des coopératives** dans des activités prioritaires (alimentation, recyclage, réparation et réutilisation, entretien du patrimoine et de l'environnement, services à la personne...), notamment par la mise à disposition de locaux à faible coût et pas une communication spécifique. Nous développerons notamment une économie locale alimentaire basée sur des productions de qualité, respectueuses de l'homme, de l'environnement et de l'animal (voir partie Autonomie alimentaire).
- Nous apporterons un **soutien juridique et technique aux commerces souhaitant sortir du système de franchise pour devenir indépendants.** Nous aiderons la reprise d'entreprises par les salarié·e·s et leur transformation en coopératives.



Nous stopperons le projet République IV

- Nous **soutiendrons les activités de création** (habillement, habitat...) en favorisant la prise en compte de l'environnement et des ressources locales.
- Dans le secteur de l'économie numérique, **nous soutiendrons les logiciels libres et les applications à caractère social, écologique et solidaire** : déplacements collectifs, lutte contre l'isolement et la précarité, signalement d'agressions et d'incivilités...
- Nous créerons ou soutiendrons **des services socialement responsables de livraison à domicile**, véritable services aux personnes, qui permettent de réduire à la fois les déplacements en voiture et l'isolement.
- Nous développerons **une autre approche du tourisme que celle du tourisme de masse et de « l'innovation » permanente** dont le Futuroscope est une caricature. Nous nous appuyons sur le patrimoine bâti et naturel, l'histoire de Poitiers, le spectacle vivant de qualité, les services d'hébergement écologiques et éthiques...
- Dans tous ces secteurs d'activité, nous soutiendrons **l'entrepreneuriat féminin**.



- **Nous sortons de la Société d'économie mixte patrimoniale**, détenue par le département de la Vienne (à 79%), qui finance des opérations immobilières à vocation économique en décalage complet avec notre ligne politique.
- Nous créerons un **comité consultatif au sein de l'Université** pour que les chercheurs, les chercheuses et les étudiant·e·s puissent contribuer à cette réorientation des politiques économiques locales.
- Nous aurons recours à des **prêts éthiques** pour financer la dette de la collectivité.

2. Sortir de la compétition, du tout-marchand et développer la coopération

- Plutôt que de soutenir les « pôles de compétitivité », **nous favoriserons les démarches de coopération économique entre activités locales** : coopératives d'emploi, de métiers de l'artisanat, de paysans et de paysannes, économie circulaire...
- Nous implanterons des **ateliers coopératifs** (menuiserie, usinage, électronique, bureautique...) qui seront utilisables par les petites entreprises ne disposant pas de leurs propres machines.
- Nous mettrons en place une **centrale d'achat réservée aux petites entreprises** (et seulement aux petites, de façon à ce que les grosses entreprises n'imposent pas leurs choix) afin de réduire les coûts d'approvisionnement de fournitures et de certaines matières premières, mais également de fournir des marchés plus conséquents et adaptés aux producteurs locaux.

- Nous travaillerons avec les **clubs d'entreprises** pour dynamiser leur activité et pour les aider à intégrer nos priorités écologiques, sociales et d'égalité ainsi que de nouvelles logiques de coopération.
- Nous soutiendrons **les coopératives d'activités et d'emploi existantes** et les renforcerons, de même que les associations qui sont un levier pour le développement économique et la coopération.
- **Nous travaillerons avec les territoires voisins pour que le développement économique profite à toutes et tous** et ne pénalise pas les espaces plus ruraux comme le Montmorillonnais, le Châtelleraudais ou le Loudunais.

3. Relocaliser et recréer des commerces de proximité dans chaque quartier et dans le centre-ville

- Dans le plan local d'urbanisme, **nous interdirons toute nouvelle implantation commerciale en dehors de secteurs dédiés**, dont le périmètre sera gelé ou réduit. Un moratoire sera adopté pour mettre fin à la surabondance de mètres carrés à vocation commerciale.
- Afin d'éviter le développement des friches et la vacance commerciale, **nous obligerons les grandes enseignes à faire des travaux sur leurs anciens locaux en cas de départ**, afin qu'ils soient réutilisés.
- **Nous créerons une société publique de gestion de parc immobilier commercial** (dite « foncière commerciale »), en mobilisant le droit de préemption et en procédant à des acquisitions directes de locaux vacants et vétustes, pour permettre à de nouvelles activités de s'implanter et se développer.
- **Nous aiderons, y compris financièrement, à la réouverture de commerces de quartiers par des indépendants ou des associations.** Nous achèterons si nécessaire des locaux inoccupés pour les rénover et les réinvestir. Lorsque ce critère est pertinent, nous demanderons, en contrepartie de ces aides, des engagements des bénéficiaires à s'approvisionner localement. Nous développerons les marchés de productrices et de producteurs locaux et les activités de réparation dans tous les quartiers.
- Pour soutenir l'économie relocalisée, **nous renforcerons le rôle de la monnaie locale complémentaire (le Pois) en lui donnant une légitimité institutionnelle.** Cette monnaie doit prendre de l'ampleur dans les échanges marchands de produits et de services locaux : produits alimentaires, services à la personne, commerces de détail et restauration...



Un billet de 1 pois

Qui sommes-nous ?

Osons Poitiers s'est constitué lors des élections municipales de 2014 en opposition à la gestion libérale d'Alain Claeys et du Parti socialiste.

Pour Poitiers et pour Grand Poitiers, nous voulons une **politique écologique, sociale, solidaire et des pratiques réellement démocratiques** qui permettent aux habitant.e.s d'être des citoyen.ne.s à part entière et non des « administré.e.s ».

Osons est une liste citoyenne, sans soutien financier de parti politique.

Sa tête de liste est Christiane Fraysse, conseillère municipal d'opposition.

Retrouvez-nous sur

<https://osons2020.fr/>

Facebook - Osons 2020 écologique, sociale, solidaire et citoyenne

Twitter - @Osons2020

Youtube - Osons 2020



*Les quatre
premiers
candidats
Osons*



Osons 2020

écologique sociale solidaire citoyenne